

Utiles autrefois, ces verrous se sont montrés, au sortir de la deuxième boucherie impérialiste, de graves obstacles dans la nouvelle phase de concurrence internationale. Ils devaient sauter, ils sautent, irrémédiablement.

Pour soutenir de précaires positions occupées par l'économie française sur l'échiquier mondial des exportations, le gouvernement décide aujourd'hui de rembourser 1 milliard de francs aux entreprises au titre de la "TVA", afin de stimuler les investissements. Or, rien n'est moins certain que l'injection de 4 milliards de crédits dans le secteur public (logements, téléphone, routes, environnement) puisse contenir la marée du chômage.

Déjà, le géant de l'industrie sidérurgique, pour élever la productivité des forges, doit fermer 5 aciéries et 14 trains de laminaires dans des usines aux équipements plus que vieillissés et vétustes. Là, l'examen des chiffres était sans appel: 12 heures pour sortir une tonne d'acier dans le bassin lorrain contre 7 outre-RHIN et 6 au JAPON, bien que le coût de transport du coke acheté dans la RHUR ait été abaissé de 45 % grâce à l'aménagement de la MOSELLE.

Sans tarder, le voisin de la SARRE annonce, à son tour, que plusieurs de ses aciéries suivront le même processus de rationalisation et de réduction d'heures de travail: 5 à 8.000 travailleurs frontaliers français vont être refoulés.

Pour les forges de la CEE, l'activité future s'avère plutôt médiocre, puisqu'un nouvel accord de limitation volontaire de croissance des exportations européennes vers les EU se conclura dans les jours prochains, sous la pression des magnats de la sidérurgie américaine de PITTSBURG.

Si le dragon américain a mordu la poussière, il n'a pas pour autant été terrassé par la meute. En nous fondant sur le fait que les EU disposent d'une excellente marge d'excédents pour colmater brèches et déséquilibre, nous pensons qu'il est prématuré de vendre la peau de l'ours américain. Sur la scène mondiale, le courant des exportations de capitaux américains n'a pas ralenti. A la fin de 1970, la somme des investissements réalisés par les grandes compagnies américaines s'élevait à 78 milliards de dollars, dont 24,5 en EUROPE. Bon an, mal an, les opérations des filiales américaines à l'étranger se soldent chaque année par un crédit de 6 milliards de dollars au profit des EU. Et ce bénéfice est bien supérieur au déficit de la balance commerciale, déficit que les EU enregistrent cette année pour la première fois depuis 80 ans.

Aussi, ne faut-il pas oublier que l'économie américaine de "NEP" menace sérieusement l'équilibre du commerce de ses partenaires, et néanmoins adversaires, qui vont essayer de se tenir tête les uns les autres. Du fait de la réévaluation de leurs monnaies, un